

ARRETE MUNICIPAL

**AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE**  
Groupe 1 et 3

Le Maire de SOULEUVRE EN BOCAGE,  
Le maire-délégué de la commune déléguée de CAMPEAUX,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2  
Vu l'article 18 de la loi de finances du 30 décembre 2000  
Vu le code de la santé publique  
Vu les articles L 1, L 49 et suivants du code des débits de boissons  
Vu l'arrêté préfectoral du 25 juin 2018 portant règlement général des débits de boisson et lieux de vente de tabac manufacturé dans le département du Calvados,  
Vu l'arrêté n° 2020-SEB054 portant délégation de signature de Mr le Maire de Souleuvre en Bocage à Mr le Maire délégué de Campeaux en date du 30 juin 2020 visé le 3 juillet 2020,  
Vu la demande présentée par Monsieur Pierre AMAND, Président du comité des fêtes de Campeaux en date du 3 juillet 2025,

**ARRETE**

Article 1 – Monsieur Pierre AMAND, Président du comité des fêtes de Campeaux, est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire du troisième groupe le :

**DIMANCHE 3 AOUT 2025** à l'occasion de la fête du village

Article 2 - Le débit de boissons sera soumis aux horaires fixés par l'arrêté préfectoral du 25/06/2018.

Article 3 - Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 et 3 tels que les définit l'article L 3331-1 du code des débits de boissons, soit : - les boissons du groupe 3 : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels, à savoir le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, les vins doux naturels, les crèmes de cassis et autres, les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, de framboises, cassis ou cerises, ne tirant pas plus de 18° d'alcool pur.

Article 4 - En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 21 / 11 /2008 relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage.

Article 5 - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CAEN Calvados, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Article 6 – M .le secrétaire de mairie et le Commandant de gendarmerie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Pierre AMAND

Fait à CAMPEAUX  
Le 8 juillet 2025  
Le Maire-délégué  
Francis HERMON

  
